



Libres penseurs de France

Découvrez nos veilles thématiques

**Infolettre bimensuelle du
26 octobre 2023
#17**

La volonté trouve, la liberté choisit. Trouver et choisir, c'est penser, Victor Hugo.

L'ADLPP propose aux esprits libres une infolettre sur la laïcité en France et dans le monde dans les domaines de la culture et de la politique, de l'éducation et de l'enseignement, de la société et du féminisme, de l'humanisme et de la liberté de conscience.

Nous ne prétendons pas couvrir l'ensemble des domaines où la laïcité et la liberté de conscience sont en jeu mais donner un aperçu de ce qui est diffusé.

Les articles collectés ne sont pas tous favorables à la liberté de conscience car les opinions exprimées dans les articles n'engagent que leurs auteurs et c'est justement pour permettre de mieux comprendre les dangers qui menacent celle-ci que nous mettons à disposition cette veille numérique.

ANTISÉMITISME



Hausse des actes antisémites en France : le dispositif du gouvernement pour lutter contre ce fléau

Depuis l'attaque du Hamas contre Israël le 7 octobre, les actes antisémites se multiplient en France. Plus de 4 000 signalements d'actes antisémites ont été reçus sur la plateforme de signalement Pharos et 588 actes ont été recensés par le ministère de l'Intérieur.

[Écouter la suite](#)



ATTEINTE À LA LAÏCITÉ



France : atteintes à la laïcité, les professeurs en première ligne | Focus

Quelques jours après l'assassinat à Arras du professeur de Lettres Dominique Bernard par un ancien étudiant radicalisé, de nombreux enseignants s'inquiètent des atteintes à la laïcité, en hausse dans les établissements scolaires français. Entre inquiétude, autocensure et menaces, enseigner devient pour certains une source d'anxiété. Nos confrères de France 2, Sophie Broyet et Elouën Martin, ont recueilli des témoignages.

[Voir la vidéo](#)



Documentaire | "Chacun est libre de croire ou de ne pas croire", laïcité et liberté, des principes enseignés à l'école

Dans ce documentaire de Jean Crépu, professeurs et enfants échangent autour du principe de la laïcité à l'école. Un temps de parole pour écouter et s'exprimer, pour échanger et s'interroger. En ces temps tourmentés, quels sens ont ces mots "Liberté, égalité, laïcité" pour ceux qui seront les adultes de demain ?

[Voir la vidéo](#)



Comment l'Éducation nationale traite les signalements d'atteinte à la laïcité

Le ministre Gabriel Attal a annoncé qu'"un peu plus de 500 perturbations" avaient été signalées après les temps d'hommage aux professeurs Dominique Bernard et Samuel Paty. Quelles sont les suites données à ce genre de comportements ?

Sommaire

1. Des cas parfois difficiles à trancher,
2. Un vadémécum en guise de guide,
3. La police alertée des cas les plus graves,
4. Pas toujours d'action concrète,
5. Des décisions compliquées à prendre.

[Lire la suite](#)





Lutte contre le terrorisme, laïcité... Le "8h30 franceinfo" de Jean-Michel Blanquer

Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation de mai 2017 à mai 2022, était l'invité du "8h30 franceinfo", samedi 21 octobre 2023. Lutte contre le terrorisme, laïcité... Il répondait aux questions d'Agathe Lambret et Jean-Rémi Baudot.

[Écouter la suite](#)



AUTO-CENSURE



Laïcité : "Un enseignant sur deux déclare s'être déjà auto-censuré dans ses enseignements par crainte de représailles", déclare Gabriel Attal

Laïcité : "Un enseignant sur deux déclare s'être déjà auto-censuré dans ses enseignements par crainte de représailles", déclare Gabriel Attal.

[Voir la vidéo](#)



Après l'attentat d'Arras, les profs d'histoire en première ligne

C'est aux professeurs d'histoire qu'il revient souvent d'enseigner les valeurs de la République, en plus de certains pans du programme de plus en plus sensibles. Une mission qu'ils ne peuvent plus endosser seuls.

« Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :
**Article issu de l'hebdomadaire,
L'Express, le 20 octobre 2023**

""Il est évident que beaucoup d'entre nous ressentent de l'appréhension. Certains ont adopté des stratégies d'évitement qui leur permettent de se ménager des respirations, de contourner les éventuelles pressions familiales. Maintenant, il faut qu'on puisse sortir de ça", confirme Deborah Caquet, présidente de l'association Les Clionautes, qui regroupe des enseignants de cette discipline. Ce phénomène d'autocensure concernerait essentiellement les agents exerçant en réseau d'éducation prioritaire (REP) - 2 fois plus exposés à des contestations de cours portant sur la laïcité - et les plus jeunes, âgés de moins de 30 ans. Jordan Allory, qui a rejoint les rangs de l'Education nationale il y a cinq ans et qui est lui-même passé par des établissements classés REP, affirme ne s'être jamais interdit d'évoquer le moindre sujet avec ses élèves. "Même si, depuis quelque temps, on est sans doute plus vigilants sur ce qu'on dit, on prête une grande attention aux documents qu'on sélectionne, à l'analyse qu'on apporte. Dans nos cours, il n'y a pas de place pour l'improvisation", ajoute le jeune homme, qui met un point

d'honneur à continuer à utiliser les caricatures de Charlie Hebdo comme support pédagogique quand il évoque la liberté d'expression. "Mais je veille toujours à taper et à distribuer le cours de façon à avoir une trace écrite et à éviter toute dérive ou fausse interprétation du type 'le prof a dit que...' car on sait ce que ça peut engendrer", explique-t-il.

(...)

L'école n'a d'autre choix que de faire bloc aujourd'hui, notamment pour lutter contre ce terrible sentiment de solitude éprouvé par bon nombre de professeurs. Le "pas de vagues" et le manque de soutien de la hiérarchie font partie des raisons pour lesquelles certains cèdent à l'autocensure. "Pourquoi parler encore de nous? Cela revient à nous mettre une cible dans le dos. Nous, profs d'histoire, en avons marre qu'on nous pointe du doigt en nous accusant de ne pas suffisamment bien faire notre boulot par peur! Pourquoi ne jamais parler des autres disciplines?" s'agace cet enseignant des Yvelines. S'ils reconnaissent que, de par leur formation et leur expérience, les professeurs d'histoire sont bien placés pour enseigner des sujets devenus sensibles, comme la laïcité ou la liberté d'expression, beaucoup regrettent que l'on se tourne essentiellement, voire uniquement, vers eux à chaque drame."

[Lire la suite](#)



Après Arras et Conflans-Sainte-Honorine, la tentation de l'autocensure chez certains profs | Le Parisien

L'attaque commise vendredi dans un lycée du Pas-de-Calais contre Dominique Bernard, professeur comme l'était Samuel Paty, assassiné il y a trois ans dans les Yvelines, est un nouveau séisme dans le corps enseignant. Certains, notamment en banlieue, préfèrent désormais éviter les sujets sensibles.

« Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :

**Article issu du quotidien,
Le Parisien, le 16 octobre 2023**

"Ces précautions et cette prudence aux allures d'autocensure dépassent le cadre des caricatures du prophète. La seule évocation de la loi de 1905 sur la séparation des Églises et de l'État peut donner des sueurs froides. « Pour quelques élèves, c'est une loi contre les musulmans ! Alors des collègues refusent d'aborder le sujet. On ne parle, certes, que de quelques élèves. Mais ils peuvent faire tout un foin sur les réseaux sociaux. Souvenez-vous que l'affaire Samuel Paty avait démarré à partir d'une seule élève. »

(...)

Au-delà de l'évocation des caricatures ou de sujets liés à la religion, certains enseignants d'expérience notent que la laïcité n'a plus le monopole de la polémique. La traite négrière, les croisades, la sexualité, l'égalité hommes-femmes font parfois l'objet de débats véhéments ou revendications identitaires."

[Lire la suite](#)



CARICATURE



Caricature de Danièle Obono : accusé de racisme, "Charlie Hebdo" dénonce "la déchéance morale de LFI"

Une caricature du journal satirique représentant la députée LFI Danièle Obono a provoqué l'indignation dans les rangs insoumis. De nombreux députés jugent le dessin « raciste » et « antisémite ». Pour la rédaction du journal, ces réactions démontrent « la déchéance morale de LFI ».

(...)

Contacté par Marianne, la rédaction de Charlie Hebdo se défend dans un communiqué transmis à notre journal : « Danièle Obono fait partie du personnel politique et à ce titre peut être caricaturée comme n'importe quelle autre personnalité publique, surtout après ses déclarations sur le Hamas qui invitent légitimement à la critique et à la satire. L'accusation de racisme est devenue une réaction pavlovienne pour une gauche en perdition qui espère faire diversion pour faire oublier les prises de position abjectes sur le Hamas et le terrorisme. »

Le journal qui a vu une grande partie de sa rédaction décimée le 7 janvier 2015 par l'attentat islamiste des frères Kouachi ajoute : « Quant à ceux qui interprètent ce dessin comme antisémite, ils ne font que dévoiler leur regard sur les juifs et par là même, leur propre antisémitisme. La déchéance morale de LFI continue. »

[Lire la suite](#)



RANC IREUR

Daniel Schneidermann : brouilleur d'alerte

Le journaliste aligne les billets acides dans "Libération" et sur son site Arrêt sur images, du nom de son ancienne émission. Derrière le ton suave et affecté se cache un idéologue glaçant, fervent défenseur de la gauche Médine.

(...)

Les propagandistes d'une certaine gauche sont ainsi. Avec eux, le Hamas n'est pas terroriste, mais Roussel est nazi... Et Charlie l'a bien cherché : quelques jours après l'incendie des locaux du journal - satirique en 2011, Schneidermann accuse, dans un article toujours en ligne sur son site, sa rédaction de critiquer l'islamisme pour vendre du papier... « La dénonciation de toutes les charias, les vraies, les fausses, les réelles, les imaginaires, est un fonds de commerce comme un autre. C'est un placement sans risque (enfin disons, ce matin, sans trop de risque). Charlie Hebdo a le droit d'en encaisser périodiquement les dividendes. Il faut bien vivre. » Sans trop de risque, vraiment ? A-t-il regretté ces lignes au lendemain du 7 janvier 2015 ? Pensez-vous. Il préfère publier sur son site la lettre d'un abonné fustigeant la « dérive islamophobe » de Charlie, sous le titre : « Je ne suis pas Charlie. »

En 2015 toujours, le journaliste se fend d'un petit livre, auto-édité, dans lequel il défend la caricature avec un grand « mais ». Enseigner

la critique satirique serait pour lui une forme de domination : « De quel droit obliger des gens à regarder – ou à transmettre, ça revient au même – ce qu'ils ne veulent pas voir ? De quel droit, sinon du droit du plus fort, tellement sûr de ses valeurs qu'il n'examine même pas celles des autres ? » Transmettre l'esprit critique à l'école laïque, comme Samuel Paty, serait une forme de colonialisme ? Tout s'éclaire. Ou plutôt s'obscurcit.

[Lire la suite](#)



CHARTE SUR LA LAÏCITÉ



Le spectacle « Bernadette de Lourdes » n'est plus éligible au Pass Culture pour non-respect de la laïcité

La comédie musicale « Bernadette de Lourdes », qui raconte la vie de Bernadette Soubirous, a été exclue du Pass Culture Collectif. Le producteur du spectacle dénonce une décision injuste.

[Lire la suite](#)



"Bernadette de Lourdes" : la comédie musicale exclue du pass culture collectif

Ce spectacle, qui retrace la jeunesse de Bernadette Soubirous, ne pourra être inclus dans ce pass destiné aux classes. Dans sa décision, le rectorat évoque le principe de laïcité.

Le spectacle Bernadette de Lourdes est inéligible au pass culture collectif, destiné aux établissements scolaires. C'est ce qu'ont appris les producteurs de cette comédie musicale française, lancée en 2022, qui retrace la vie de Bernadette Soubirous. C'est par voie d'e-mail que le rectorat leur a fait part de sa décision:

"Votre structure n'est pas éligible à la part collective du pass culture. Elle ne propose pas de démarche d'éducation artistique et culturelle", peut-on lire. "Le respect de la charte de la laïcité pose question par ailleurs."

[Lire la suite](#)





Le spectacle « Bernadette de Lourdes » a-t-il été exclu du Pass culture pour non-respect de la Charte de la laïcité ?

« Le respect de la Charte de la laïcité pose question », estime le rectorat de Versailles dans un courrier envoyé le 23 octobre. Le producteur du spectacle conteste.

[Lire la suite](#)




ÉCOLE DE LA RÉPUBLIQUE



Patrick Boucheron : « L'enseignement de l'histoire est insupportable aux islamistes »

L'attaque d'Arras, qui a coûté la vie à Dominique Bernard, semble répéter l'attentat contre Samuel Paty, trois ans plus tôt. L'historien Patrick Boucheron rend hommage à ces professeurs engagés dans l'éveil des consciences et rappelle pourquoi l'histoire est « un art d'émancipation ».

 Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :

Article issu du quotidien,
La Croix, le 19 octobre 2023

"Car l'enseignement des faits religieux est une autre spécificité française : il faut tenir ferme sur la non-concurrence entre ce discours historique et celui de la religion. Mais il convient aussi d'être réalistes. Face aux croyances confessionnelles des jeunes musulmans, certains enseignants y arrivent, certains moins, et d'autres esquivent ou renoncent.

Je voudrais dire aussi que l'insistance sur la laïcité comme matière d'enseignement est assez récente, elle date essentiellement des années 2010. L'école de Jules Ferry pratiquait la laïcité, dont on doit rappeler qu'elle s'impose aux États et non aux individus, mais n'organisait pas d'enseignement spécifique. Et ces dernières années, la laïcité a pu être instrumentalisée de manière agressive, ce républicanisme intransigeant mettant en difficulté nos collègues.

Comment enseigner la laïcité ?

Disons-le avec force, un cours d'histoire sur la laïcité ne peut pas être un catéchisme. Ce que nous devons réaffirmer aujourd'hui, c'est la liberté d'expression, l'esprit critique, c'est le fait que l'on n'affaiblit pas l'attachement aux valeurs républicaines en rappelant leur histoire. Dire que l'exigence de laïcité est récente, ce n'est pas se préparer à y renoncer. Notre société, notre cohésion nationale, n'a rien à craindre de l'exercice de l'histoire. En revanche, on ne se défendra pas du danger djihadiste par un enseignement dogmatique."

[Lire la suite](#)



« Pour les djihadistes, les enseignants sont très dangereux »

Pour Isabelle de Mecquenem, les attentats dans lesquels Samuel Paty et Dominique Bernard ont perdu la vie témoignent d'un conflit où s'opposent deux systèmes de normes antagonistes, celui de l'École d'une part, celui des fondamentalistes de l'autre.

Les assassinats de deux professeurs de l'enseignement public, Samuel Paty et Dominique Bernard, survenus à trois ans d'écart, à la même période de l'année scolaire, par deux jeunes hommes de même origine, fichés S pour radicalisation, constituent des « événements monstres », selon l'expression introduite en histoire par Pierre Nora. Il ne faut pas pour autant renoncer à les analyser, même s'ils nourrissent le sentiment déprimant que le monde est en train de se défaire sous nos yeux.

Sommaire

1. Banale violence à l'école,
2. Une délinquance « normale »,
3. Comblant le hiatus républicain,
4. Un conflit entre deux systèmes.

[Lire la suite](#)



ENSEIGNEMENT DE LA LAÏCITÉ



Laïcité : désamorcer les identités de combat

Depuis près de dix ans, Stéphane Arousseau intervient en milieu scolaire pour animer des séquences sur les discriminations et la laïcité. Dans son livre Promouvoir la laïcité (en milieu hostile), il partage ses observations et des pistes pour aborder le thème. Rencontre avec un militant de l'éducation populaire pour qui l'enseignement de laïcité ne peut plus faire l'impasse sur la non-croyance, au risque de perdre sa cohérence et sa justification.

Sommaire

1. LE DROIT ET L'IDENTITÉ,
2. DES ESPACES DE DIALOGUE,
3. UNE FRACTURE GÉNÉRATIONNELLE,
4. LE RAPPORT DES ÉLÈVES À LA NON-CROYANCE,
5. NUANCE ET RÉFLEXION.

[Lire la suite](#)

GUERRE HAMAS-ISRAËL



Stéphanie Roza : “La France insoumise piétine l’héritage humaniste des Lumières”

Qui aurait pu prédire, il y a un an, que la Nupes serait au bord de l’implosion en raison non pas de divisions sur la politique intérieure à gauche, mais sur le conflit israélo-palestinien ? Stéphanie Roza, chercheuse spécialiste des Lumières, décrypte les raisons d’une scission.

Sommaire

1. La gauche se déchire sur le conflit israélo-palestinien, au point que la Nupes pourrait prochainement disparaître. Qu’est-ce qui se joue dans ces dissensions ?
2. La députée Danièle Obono qualifie le Hamas de mouvement de “résistance”, comme il a pu y en avoir en Algérie ou en Amérique latine dans la seconde moitié du XXe siècle. Qu’en pensez-vous ?
3. Depuis la dernière intifada (2000-2005), les réflexions sur la question postcoloniale se sont invitées dans le débat public. Cette approche, très présente chez certains militants FI, permet-elle de bien penser la situation au Proche-Orient ?
4. Diriez-vous, comme Pascal Ory, qu’une partie de la gauche se trouve “accueillante à l’antisémitisme”, sous couvert d’antisionisme ?
5. Il y a pourtant une tradition intellectuelle à gauche où les Juifs occupaient une place importante. Cet héritage est-il menacé ?
6. Quelle analyse faites-vous, au-delà de ces débats propres à la gauche, de la situation au Proche-Orient ?
7. Dans votre livre *La Gauche contre les Lumières ?* (Fayard, 2020), vous montrez que la gauche s’est divisée sur trois grands principes : le rationalisme, le progressisme, l’universalisme. Assiste-t-on à un retour de ces clivages internes à la gauche ?
8. Vous parlez d’empathie : en quoi est-elle une valeur des Lumières ?
9. La France insoumise exige un cessez-le-feu et se veut un parti pacifiste. Cette recherche de la concorde, n’est-ce pas tout de même un écho à l’esprit des Lumières ?
10. Un élément que certains reprochent à la FI tient autant à sa méthode d’électrification du débat qu’aux prises de position sur le fond. Est-ce là aussi une forme de reniement de l’esprit des Lumières, qui valorise originellement davantage le dialogue et l’écoute de l’autre ?

[Lire la suite](#)



Guerre Israël-Hamas : l'association Coexister veut faire « couler le sang pour la paix » | Carenews INFO

Les tensions entre les communautés juives et arabes sont palpables en France, depuis le déclenchement de la guerre par le Hamas contre Israël le 7 octobre. Face à la recrudescence des actes de discrimination, l'association Coexister qui œuvre depuis quinze ans au service du vivre ensemble dans l'hexagone, organise prochainement une collecte de don du sang, pour faire « couler le sang pour la paix ».

« Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :

AVERTISSEMENT

Article paru dans Marianne, le 16/05/2023.

Cliquez sur le lien :

"Retour de 'Coexister' dans l'Éducation nationale : Pap Ndiaye aura-t-il le courage de défendre la laïcité ?"

[Lire la suite](#)



ISLAMISME À L'ÉCOLE



« L'attaque d'Arras est la conséquence de nos renoncements » : l'analyse d'un ancien inspecteur général de l'Éducation nationale

ENTRETIEN - L'attaque dans un lycée d'Arras ce vendredi s'inscrit dans un contexte de montée de l'islamisme à l'école et de craintes renforcées du corps enseignant, analyse l'ancien inspecteur général de l'Éducation nationale Jean-Pierre Obin.

Ancien inspecteur général de l'Éducation nationale, Jean-Pierre Obin a publié « Comment on a laissé l'islamisme pénétrer l'école » (Hermann, 2020) et « Les profs ont peur » (Éditions de l'Observatoire, 2023).

« Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :

**Article issu du quotidien,
Le Figaro, le 13 octobre 2023**

Sommaire

1. LE FIGARO. - Un professeur a été tué ce vendredi à Arras aux cris de « Allah akbar », quasiment trois ans jour pour jour après l'assassinat de Samuel Paty. Peut-on établir un parallèle entre les deux attaques ? Pourquoi l'école est-elle de nouveau prise pour cible ?

"L'école française est prise pour cible parce que les islamistes la voient comme «l'école de la mécréance», pour reprendre leur vocabulaire. Dans le document stratégique des Frères musulmans européens, que Florence Bergeaud-Blackler mentionne dans Le Frérisme et ses réseaux, on explique pourquoi les enfants musulmans ne doivent pas aller à l'école publique, avoir les mêmes programmes et être sur les mêmes

bancs que les autres élèves, afin de préserver leur pureté culturelle et religieuse."

2. L'assaillant était un ancien élève du lycée. Cette attaque révèle-t-elle, selon vous, les failles de l'Éducation nationale ?

3. Dès 2004 vous remettiez un rapport qui alertait sur les violences liées à la religion à l'école ; en 2021 Jean-Michel Blanquer vous a confié un rapport sur la formation des personnels à la laïcité dans le cadre de la lutte contre le séparatisme. Aucun progrès n'a-t-il été fait depuis ?

"C'est dramatique. Il n'y a rien de pire pour la politique que la politique en coups d'accordéon. On a d'abord eu un ministre laïc (Jean-Michel Blanquer), suivi par un ministre qui n'a jamais compris ce qu'était la laïcité (Pap Ndiaye), puis de nouveau un ministre qui a l'air de vouloir défendre le principe de laïcité, Gabriel Attal. Depuis une trentaine d'années, ces oscillations n'ont pas cessé. Or vaincre l'islamisme nécessite des politiques sur le long terme."

4. Gabriel Attal a annoncé un renforcement de la sécurité des établissements. La menace est-elle plus importante qu'auparavant sur les écoles ?

5. Votre dernier livre s'intitule « Les profs ont peur ». Dans les établissements, comment se manifeste l'inquiétude des enseignants ? Craignent-ils plus une menace intérieure ou une menace extérieure ?

"Les profs ont peur d'abord de leurs élèves. 80 % d'entre eux disent qu'ils ont déjà eu un incident lié à la religion avec leurs élèves. Le premier motif de crainte vient de certains élèves qui pourraient déraiper, qui pourraient parler à l'extérieur de l'établissement. Le plus petit conflit peut déraiper : si un enseignant n'est pas attentif ou qu'il dit quelque chose de travers, les élèves peuvent en parler à quelqu'un de fanatisé à l'extérieur."

6. Un professeur a été tué ce vendredi à Arras aux cris de «Allah akbar » ,quasiment trois ans jour pour jour après l'assassinat de Samuel Paty. Peut-on établir un parallèle entre les deux attaques ? Pourquoi l'école est-elle de nouveau prise pour cible ?

"« Il n'y a pas de rupture de continuité entre le terroriste et l'idéologue, entre le djihad et l'éducation idéologique, entre la terreur et la propagande. Le chercheur Hugo Micheron le montre dans ses livres : il n'y a pas de loup solitaire qui émerge spontanément pour devenir terroriste. Avant le passage à l'acte, il y a toujours des années d'éducation idéologique, de soumission à la propagande. Et c'est précisément le rôle de l'école de contrecarrer l'idéologie islamiste."

7. « L'assaillant était un ancien élève du lycée. Cette attaque révèle-t-elle, selon vous, les failles de l'Éducation nationale ?

8. « Dès 2004 vous remettiez un rapport qui alertait sur les violences liées à la religion à l'école ; en 2021 Jean-Michel Blanquer vous a confié un rapport sur la formation des personnels à la laïcité dans le cadre de la lutte contre le séparatisme. Aucun progrès n'a-t-il été fait depuis ?

"« C'est dramatique. Il n'y a rien de pire pour la politique que la politique en coups d'accordéon. On a d'abord eu un ministre laïc (Jean-Michel Blanquer), suivi par un ministre qui n'a jamais

compris ce qu'était la laïcité (Pap Ndiaye), puis de nouveau un ministre qui a l'air de vouloir défendre le principe de laïcité, Gabriel Attal. Depuis une trentaine d'années, ces oscillations n'ont pas cessé. Or vaincre l'islamisme nécessite des politiques sur le long terme."

9. « Gabriel Attal a annoncé un renforcement de la sécurité des établissements. La menace est-elle plus importante qu'auparavant sur les écoles ?

[Lire la suite](#)



« Rien n'a changé dans les établissements depuis le meurtre de Samuel Paty »

« Rien n'a changé dans les établissements depuis le meurtre de Samuel Paty »

« Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :
**Article issu de l'hebdomadaire,
Le Point, le 17 octobre 2023**

"Non seulement l'école n'est plus l'espace sanctuarisé qu'elle était, mais c'est l'histoire, passion française, école de l'esprit critique, qui fuit tous les faux témoins et tout ce qui ressemble à une vérité révélée, qui est défiée par les islamistes. Le tout dans une inaction assourdissante et une impuissance désespérante où les professeurs, qui alertent les CPE dans leurs établissements, en sont souvent réduits à une autocensure, quand ils ne sont pas appuyés par leurs chefs d'établissement. Le « pas de vague » est encore trop souvent de mise.

(...)

Non, l'assassinat de professeurs est sans précédent. Lorsque la politique et la religion menaçaient de faire des dégâts au sein de l'École de la République, avec la montée des extrêmes dans les années 1930, le ministre de l'Éducation nationale, Jean Zay, l'avait sanctuarisée par deux circulaires : celle de décembre 1936, en interdisant les manifestations ostentatoires à caractère politique, et celle de mai 1937, en prohibant le prosélytisme religieux. Elles s'étaient révélées efficaces et sont toujours en vigueur, mais semblent lettre morte. Nous n'en sommes plus là."

[Lire la suite](#)



« Face à la salafisation des esprits, l'école est la ligne de front »

Dans un entretien au « Monde », l'historienne Valérie Igounet et le spécialiste du monde arabo-musulman Gilles Kepel analysent la violence islamiste croissante, dont les enseignants français sont la cible, à l'heure où l'on commémore le meurtre, le 16 octobre 2020, de Samuel Paty, et où celui de Dominique Bernard, à Arras, est dans tous les esprits.

« Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :
**Article issu du quotidien,
Le Monde, le 16 octobre 2023**

"Toute cette mouvance fonctionne autour d'un syntagme récurrent dans l'histoire du djihadisme contemporain, le principe du « al-Wala wal Bara'a », que l'on traduit par « l'allégeance et le désaveu ». Selon ce principe, il faut que les musulmans aient une allégeance exclusive à la charia dans sa version la plus rigoriste et la plus stricte, et qu'ils se « désavouent » d'avec les lois des « mécréants ». Cela a diverses conséquences, dont certaines sont graves : le sang des mécréants, ou kouffar, est « licite » – on a le droit de les tuer ; et, parmi les musulmans, ceux qui n'obéissent pas à ce principe sont considérés comme des apostats (murtadd), on a le devoir de les mettre à mort. Et, de même que le sang des mécréants est licite, leurs biens sont un butin légitime. Dans la bouillie du Web et des influenceurs salafistes, cela justifie les pillages.

L'histoire, parce qu'elle ouvre à la réflexion distanciée et critique, et s'oppose à l'hagiographie, est ciblée comme l'ennemie par excellence. On le voit avec les difficultés à enseigner l'histoire de l'islam, par exemple, au collège. Déconstruire le métarécit islamiste est un tabou pour l'orthodoxie salafiste dominante. Et, bien sûr, les décoloniaux et autres wokes, qui déconstruisent la colonisation, les Lumières, la laïcité, etc., ne touchent pas à celui-ci, car il incarne la nouvelle voix de la communauté messianique porteuse de la rédemption de l'humanité... comme l'était le prolétariat d'antan pour les gauchistes de ma jeunesse...
(...)

Dans le cas de Samuel Paty, c'était l'affaire des caricatures de Charlie Hebdo montrées à ses élèves. Le meurtre de Dominique Bernard, lui, se produit au moment où l'attaque du Hamas impose à nouveau l'imaginaire de la razzia, qui est central pour les djihadistes. Rappelons qu'ils nomment les attentats du 11-Septembre la « double razzia bénie ». La razzia, c'est le raid des Bédouins qui tuent les hommes et qui prennent femmes et enfants en butin. La razzia du Hamas en Israël fournit un écran naturel au meurtre d'Arras.

De même qu'il semble être licite (et si facile) de tuer les juifs, comme le montrent les terrifiantes images qui tournent en boucle sur tous les réseaux sociaux de la planète, on va tuer n'importe quel infidèle, décrété l'ennemi de la charia parce qu'il enseigne la laïcité. Depuis 1989, le dar al-islam ne connaît plus de frontières, et ce bouleversement de la géographie sacrée produit la négation de l'histoire comme de la géographie."

[Lire la suite](#)



Pour Michaël Delafosse, « le fanatisme islamiste vise notre école »

Michaël Delafosse continue à enseigner à des élèves de quatrième chaque semaine. Il appelle au sursaut pour défendre l'école républicaine, attaquée par les fondamentalistes religieux. Et demande à son parti de rompre définitivement l'alliance avec Jean-Luc Mélenchon.

« Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :
[Article issu de l'hebdomadaire,](#)

"Ce que vise le fanatisme islamiste, c'est le cœur même de notre société: l'école et ses professeurs, ceux qui défendent un projet d'émancipation contre l'obscurantisme religieux, ceux qui sont les garants d'une valeur qui assure la concorde, la laïcité. C'est cela que les fondamentalistes veulent abattre quand ils tuent Samuel Paty ou Dominique Bernard. Je ne confonds pas les citoyens de confession musulmane et les islamistes, ces derniers sont un fléau très minoritaire, mais on doit créer toutes les conditions pour les combattre. Et toutes nos forces doivent être mises dans le soutien à l'école."

(...)

Que voulez-vous dire ?

"Qu'il faut réaffirmer avec clarté nos valeurs, faire preuve de fermeté face aux entreprises de déstabilisation de l'école. Quand La France insoumise défend le port de l'abaya dans les établissements scolaires, elle ne soutient pas les enseignants qui sont dans une situation d'inconfort. Quand on traite d'islamophobe la loi de 2004 sur l'interdiction des signes religieux ostensibles à l'école, on sème le trouble et on crée des dégâts dans la tête des jeunes. Quand la gauche française reprend ce terme d'islamophobie, que l'islam politique cherche à imposer pour taire tout débat, elle fait une erreur. Et renie d'où elle vient : depuis quand le dogme religieux vaudrait-il plus que la liberté de conscience ? La gauche, par son souci légitime de lutte contre le racisme, a laissé filer le combat. La laïcité n'est pas ce dont on l'accuse. Des forces d'extrême droite en ont fait un glaive alors que c'est une valeur de concorde."

(...)

Comment analysez-vous la position des insoumis refusant de qualifier le Hamas de terroriste et préférant parler de « crimes de guerre » ?

"Ils assument une stratégie électoraliste. Le Mélenchon des années 2000 était pourtant une grande voix socialiste et respectée. Aujourd'hui il cherche à tout conflictualiser. Il est l'architecte de son propre plafond de verre. Heureusement, il est désormais décrié même parmi ceux qui ont de la sympathie pour lui, comme François Ruffin, Alexis Corbière ou Rodrigo Arenas, ancien président de la Fédération des Conseils de Parents d'Elèves, qui se sont démarqués de lui. Vous avez signé une tribune dans « le Monde », le 16 octobre, demandant à la direction du PS de rompre tout travail avec les insoumis."

[Lire la suite](#)





Islamisme dans le sport : comment des entraîneurs fichés S intègrent les clubs

Médéric Chapitoux sort son deuxième livre *Quand l'islamisme pénètre le sport* ce mercredi 25 octobre. Membre du conseil des sages de la laïcité, l'Arboisien ponctue son récit de chiffres officiels et d'exemples concrets. Il dénonce un manque de contrôle qui est le point d'entrée pour des personnes mal intentionnées qui souhaitent mener un acte terroriste.

« Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :

**Article issu du quotidien,
Le Progrès, le 24 octobre 2023**

"Au cours de ses recherches, il a mis en exergue des situations édifiantes. Prières dans les vestiaires, refus de la mixité ou de serrer la main, entraînements en fonction du calendrier islamique. L'auteur instaure une notion de permissivité, qui parfois est subie. Les entraîneurs n'osent pas dire non, ont peur de perdre des licenciés, qui sont synonymes de revenus pour les clubs. Il y a pire encore, lorsque c'est l'entraîneur ou l'encadrant du club qui est fiché S.

Médéric Chapitoux décrit des échelons, de la permissivité – repli communautaire, séparatisme, radicalisation – qui peut mener à un acte terroriste. Cette absence de contrôle pose problème. Les textes d'entraînement au djihad précisent que l'on « peut rejoindre d'autres clubs s'il n'y a pas de clubs musulmans ». Les terroristes qui ont tristement marqué l'actualité ces dernières années se sont entraînés dans des clubs de sport. Les personnes suivies pour radicalisation pratiquent principalement des sports de combat et la musculation.

(...)

L'auteur fustige l'inaction de l'État et des collectivités locales, dans une litanie d'interrogations, entre « complaisance ou incompétence ». D'autant que l'État affirme lui-même que « le sport est le premier lieu de radicalisation avant l'association, le lieu de culte et la prison ». Le débat sur l'islamisme radical est cristallisé par les oppositions politiques. La menace est toujours l'amalgame entre islam et islamisme. « J'ai choisi le titre de mon livre à dessein, je pose une question sans point d'interrogation. Il faut arrêter de mettre dans le même sac deux choses différentes, l'une est une religion et l'autre est une manipulation de la religion à des fins idéologiques. L'extrême gauche comme l'extrême droite utilisent cette cristallisation dans un sens ou l'autre. Ça pollue les débats constructifs. » Médéric Chapitoux n'imaginait pas sortir son livre dans un tel contexte. À mesure qu'un événement sportif mondial se profile, l'auteur se pose une question : « Comment fait-on si un athlète de l'équipe de France est fiché S ? »

[Lire la suite](#)





En ligne de mire de Daech, la laïcité et les enseignants

L'historien Marc Knobel revient sur un long texte publié par Daech en 2015 et oublié depuis. Il s'en prenait violemment à l'école et à la laïcité, tout en appelant à tuer des enseignants.

Sommaire

1. L'endoctrinement se fait sur Internet,
2. Les menaces contre les écoles françaises.

[Lire la suite](#)



« Liberté, égalité, laïcité », sur LCP : comment la situation à l'école a basculé en deux générations

Un documentaire fort et indispensable, réalisé en 2022, montre de quelle manière élèves et enseignants abordent la laïcité en école primaire ou au collège.

[Lire la suite](#)



École, laïcité : deux voies pour faire nation

À quelques heures de l'hommage que la nation s'apprêtait à rendre à Samuel Paty, la barbarie frappait à Arras. Dominique Bernard, professeur de français à la cité scolaire Gambetta-Carnot, était assassiné par un dénommé Mohamed Mogouchkov, 20 ans, originaire de la république russe d'Ingouchie.

La laïcité est le second pilier de la construction républicaine. Une République accueillante, solidaire, fraternelle, à tous ses citoyens (oui, je sais, ça fait un peu "Bisounours", mais quel monde serait le nôtre sans les fous, les rêveurs, les utopistes, les poètes ?). Il fut un temps où certains revendiquaient une laïcité positive, inclusive, ouverte... et j'en oublie certainement. Outre que je ne sais pas ce qu'est une laïcité positive, inclusive, ouverte, j'ai surtout le sentiment que les promoteurs de ce type d'adjectivation visent uniquement à détricoter la laïcité française pour la transformer en une juxtaposition de communautés à la manière anglo-saxonne.

En décembre 1789, au moment où se posait la question de l'accession des Juifs à la citoyenneté, Stanislas de Clermont-Tonnerre déclarait, dans un discours devenu historique : « Il faut tout refuser aux Juifs comme nation et tout accorder aux Juifs comme individus ».

La laïcité est ce qui nous prémunit contre les identités meurtrières et permet un authentique vivre ensemble, réunissant.

[Lire la suite](#)





Eirick Prairat, professeur de philosophie : « L'école travaille à affranchir les esprits en les libérant des prêts-à-penser idéologiques, d'où l'importance de la laïcité »

Protéger l'école ainsi que les professeurs est aujourd'hui une priorité absolue, estime le spécialiste de la philosophie de l'éducation dans une tribune au « Monde », car seul l'ignorant enthousiaste peut devenir un monstre.

« Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :

Article issu du quotidien,
Le Monde, le 18 octobre 2023

"La laïcité, rappelons-le, n'interdit pas d'examiner le fait religieux, mais elle l'étudie comme tout fait civilisationnel porteur de sens, avec la lucidité philosophique et le détachement historique qui s'imposent, c'est-à-dire sans le moindre prosélytisme. C'est cette culture du jugement, comme l'a très justement remarqué le philosophe Henri Peña-Ruiz, qui doit permettre à chacun d'appréhender ses croyances spirituelles de manière « distanciée ». Les exigences d'une pensée libre et affranchie ne demandent pas de nier les confessions et les préférences particulières, elle requiert la capacité à les relativiser pour ne pas sombrer dans l'intolérance et le fanatisme. Dans un monde pluriel, la distance intérieure est assurément une belle vertu.

Les croyances ne sont pas seulement religieuses ou spirituelles, le monde de la croyance est vaste et nous avons tous mille et une croyances à propos de mille et un sujets. Il ne s'agit pas de les congédier, car elles nous aident à donner sens à nos expériences quotidiennes. Ce serait, de surcroît, une douce illusion de penser que l'on puisse vivre sans croyances. L'enjeu est de les appréhender de manière sereine, c'est-à-dire de les tenir pour ce qu'elles sont : de simples croyances.

Le philosophe Emmanuel Kant, dans sa Critique de la raison pure, nous invite à distinguer différents « degrés » de créance. Il commence par préciser que « l'acte de tenir pour vrai[la créance] est un fait de notre entendement qui peut reposer sur des raisons objectives, mais qui exige aussi des causes subjectives dans l'esprit de celui qui juge ». Et de distinguer l'opinion, la foi et le savoir : « L'opinion est une créance qui a conscience d'être insuffisante subjectivement aussi bien qu'objectivement. Quand la créance n'est suffisante que subjectivement, et qu'en même temps elle est tenue pour objectivement insuffisante, elle s'appelle foi. Enfin, celle qui est suffisante subjectivement aussi bien qu'objectivement s'appelle le savoir. » C'est être à bonne école que de permettre à chaque élève de comprendre qu'il existe des régimes de créance différents, et que l'on peut, en somme, faire société tout en ayant des croyances différentes."

[Lire la suite](#)





Gabriel Attal : « Je ne prends aucune mesure contre l'islam, je prends des mesures pour la laïcité » | Le Parisien

Le nouveau ministre de l'Éducation a pris à bras-le-corps la défense de la laïcité à l'école. Il assume d'incarner une ligne de totale fermeté contre toute attaque envers ce principe. Ce qui lui vaut, selon nos informations, des menaces. Il a déposé une dizaine de plaintes.

Sommaire

1. Le port de l'abaya, « une affaire réglée »,
2. Conseils de discipline pour les élèves perturbateurs.

« Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :
**Article issu du quotidien,
Le Parisien, le 27 octobre 2023**

"Dans quelques jours, le ministre de l'Éducation nationale aura le retour des recteurs et des préfets, à qui il a dernièrement demandé d'obtenir un décompte précis des élèves identifiés radicalisés. « Pour les plus inquiétants d'entre eux, lorsque les équipes éducatives considèrent qu'il y a un danger potentiel, j'assume de travailler à les sortir des établissements en construisant un encadrement ad hoc. »

Quant aux 183 élèves accusés d'avoir perturbé la minute de silence en hommage à Dominique Bernard, ils ne retrouveront pas le chemin de l'école à la rentrée des vacances de la Toussaint mais seront convoqués en conseil de discipline. « Ils statueront, en mesurant si ces élèves sont dangereux ou non pour les autres », insiste le membre du gouvernement.

« Je ne prends aucune mesure contre l'islam, je prends des mesures pour la laïcité. Si des atteintes à la loi de 2004 étaient venues d'une autre religion, j'aurais eu exactement la même réaction », se justifie surtout Attal. Ce qui ne l'a pas empêché, selon nos informations, de recevoir ces dernières semaines des lettres de menaces, certaines venant de pays musulmans comme la Turquie et l'Indonésie. Il a depuis déposé plusieurs dizaines de plaintes."

[Lire la suite](#)



LAÏCITÉ AU CANADA



Pourquoi les écoles privées ne sont-elles pas contraintes à la laïcité ?

Alors que la prière et la laïcité dans les écoles publiques du Québec ont fait couler beaucoup d'encre dans les derniers mois, certains parents se questionnent sur les raisons pour lesquelles les écoles privées ne sont pas soumises au principe de laïcité.

[Lire la suite](#)

LAÏCITÉ EN FRANCE



Guillaume Trichard : « Nous avons trop relâché notre défense de la laïcité »

Le grand maître du Grand Orient appelle au sursaut et à retrouver un monde commun après les assassinats de Samuel Paty et de Dominique Bernard.

[Lire la suite](#)

LOI 1905



Michel Seelig sur la laïcité : « Il n’y a pas de gentille loi permettant à chacun de faire ce qu’il veut »

Auteur, universitaire, historien, le Messin Michel Seelig, ardent partisan de la laïcité, professe l’urgence de restaurer l’apprentissage à l’école de ce socle de la République. Pour lui, la loi de 1905 doit évoluer pour répondre aux nouvelles menaces.

« Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :
**Article issu du quotidien,
L'Est républicain, le 19 octobre 2023**

Sommaire

1. Approuvez-vous l’interdiction du qami et de l’abaya à l’école ?

« Tout à fait. Comme l’a confirmé le Conseil d’État, il s’agit de l’application de la loi de 2004 qui interdit le port des signes religieux à l’école. Les opposants à cette interdiction objectent qu’il ne s’agit pas d’une tenue religieuse. La circulaire de 2004 spécifie bien les choses : les signes et tenues interdits sont ceux dont le port conduit à se faire immédiatement reconnaître par son appartenance religieuse. Ça n’est pas parce qu’elle n’est pas prescrite que cette tenue ne constitue pas le marqueur à une appartenance religieuse. »

2. La polémique sur l’abaya fournit aux détracteurs de la loi de 2004 un nouveau levier, considérant qu’il faut s’en tenir à la loi de 1905 de séparation des églises et de l’État.

« Relisons la loi de 1905 : “ La République assure le libre exercice des cultes sous les seules restrictions édictées dans l’intérêt de l’ordre public”. Suivent les restrictions que le législateur estimait alors nécessaire. Cette loi comportait une police des cultes comprenant déjà des contraintes. Elle n’est pas

la gentille loi permettant à chacun de faire ce qu'il veut. Certes, les propositions de Maurice Allard (député socialiste 1860-1942) consistant à interdire toute expression religieuse dans l'espace public, notamment les soutanes des prêtres, ont été rejetées. Mais nous sommes aujourd'hui dans une situation très différente où une partie de la population revendique son appartenance religieuse. Il est donc difficile de s'en tenir aux interdictions de 1905, sans considérer les évolutions actuelles. Et c'est pourquoi la loi de 2004 a mis fin à quinze ans d'errements politiques et juridiques suite à l'affaire des foulards de Creil. Errements que l'on risquait de revivre avec l'abaya. »"

3. L'entrisme islamiste est-il la seule menace religieuse qui pèse sur la République ?

"« C'est la principale, mais il en existe d'autres. Comme Civitas qui fait l'objet d'une procédure de dissolution. Il y a d'ailleurs une alliance objective entre les uns et les autres. Alain Escada, le patron de Civitas, vit en Belgique où il manifeste régulièrement aux côtés d'islamistes contre certains programmes scolaires. »"

4. L'accusation systématique d'islamophobie n'est-elle pas autre chose qu'une manière de jeter l'anathème sur ceux qui critiquent l'Islam en tant que religion ?

"« Tout à fait, Charb l'avait écrit. Toute critique de la religion et toute mesure visant à limiter leur emprise dans des espaces que la République estime devoir "sanctuariser" sont automatiquement considérées comme islamophobes. Chacun est libre de critiquer, attaquer ou caricaturer une idéologie ou une religion. En revanche, on n'a pas le droit de traiter d'idiots les gens au prétexte qu'ils pratiquent une religion. La critique oui, l'attaque des personnes jamais. Or, systématiquement les intégristes assimilent toutes critiques de leur croyance à une atteinte à leur identité. »"

5. Vous qui êtes partisan de la suppression du concordat en Alsace-Moselle, considérez-vous qu'il offre un argument aux fondamentalistes ?

"« Bien sûr. Les 17 articles du concordat, dont la moitié est obsolète, ne traitent que de manière très générale des relations entre la République française et le Vatican. Il y a le concordat et tout ce qu'on y rattache artificiellement, comme l'enseignement religieux à l'école, les facultés de théologie etc.... Ces privilèges ont été à l'époque attribués à quatre cultes (catholique, juif, luthérien et calviniste), dont deux ont depuis fusionné. Comment aujourd'hui justifier les privilèges aux uns, dont le salariat des ministres du culte, et pas aux autres ? »"

[Lire la suite](#)



Île de Ré : la statue de la Vierge de La Flotte contraire à la laïcité selon le Conseil d'État | Le Parisien

Le Conseil d'État a rejeté le pourvoi de La Flotte en Ré (Charente-Maritime). Installée sur l'espace public, cette statue est contraire à la laïcité. Le maire cherche un terrain « privé » où l'installer.

[Lire la suite](#)

LOI SUR LA FIN DE VIE



Fin de vie : « Les connaissances scientifiques doivent pouvoir pleinement participer à éclairer le débat démocratique »

Alors que l'ébauche d'un projet de loi a été remise à Emmanuel Macron, les membres de la Plateforme nationale pour la recherche sur la fin de vie appellent, dans une tribune au « Monde », à prendre en compte les apports de la recherche afin de garantir la rationalité des décisions politiques.

« Avis de Libres penseurs de France, ADLPP :

Article issu du quotidien,
Le Monde, le 24 octobre 2023

"En visant l'objectivité et l'impartialité, même si elles ne sont jamais absolues, les chercheurs s'efforcent de formuler clairement les questions à traiter, d'évaluer les dispositifs actuels et d'en identifier les lacunes, de reconnaître les incertitudes face à des situations nouvelles ou encore irrésolues.

Cet apport de la recherche sur la fin de la vie est irremplaçable. Elle est à la fois un fondement et un prolongement de toutes les formes de prise en charge. Fondement, parce qu'elle guide le soin en produisant des connaissances, en formulant des questionnements. Prolongement, parce qu'elle résulte des questions posées par le soin et doit en appréhender les enjeux. Le continuum du soin et de la recherche s'avère d'autant plus pertinent et nécessaire dans le domaine de la fin de vie que l'accompagnement des personnes vulnérables avec des pathologies complexes implique nécessairement des choix relevant de l'éthique avec un enjeu de risque vital. Cette question est d'autant plus essentielle que des oppositions fortes se manifestent pour savoir si l'« aide active à mourir » procède d'une forme ultime de soin ou si, au contraire, elle induirait une rupture anthropologique majeure.

(...)

Les responsables politiques doivent maintenir une relation de confiance avec l'expertise scientifique. Dans cette perspective, la Plateforme se veut être un intermédiaire important pour faire dialoguer chercheurs, citoyens et décideurs, préalable indispensable à la co-construction des conditions d'une fin de vie juste. Un des principaux axes du plan national 2021-2024 de développement des soins palliatifs vise d'ailleurs à conforter l'expertise sur le sujet en renforçant la recherche interdisciplinaire. Et les rapports parlementaires et les conclusions de la convention citoyenne ont appelé à intensifier l'effort de recherche, notamment en renforçant les moyens spécifiques.

Éclairé par la connaissance, chacun sera en mesure d'explicitier les arguments qui sous-tendent sa position, d'exercer son discernement et son jugement. Demain, pour trouver des accords sur fond de désaccords et parvenir à une décision juste,

soutenons et sollicitons les chercheurs pour donner du poids aux connaissances produites par la recherche et penser le sujet toujours d'actualité de la fin de la vie !"

[Lire la suite](#)



Fin de vie : "Entre euthanasie et suicide assisté, il n'y a pas à choisir", défend le président du groupe MGEN

Le projet de loi de financement de la Sécurité sociale est examiné à partir du 24 octobre à l'Assemblée nationale. Le gouvernement devrait également présenter un projet de loi sur la fin de vie, avant la fin de l'année. Matthias Savignac, président du groupe MGEN, détaille sa position.

[Voir la vidéo](#)



PRINCIPE DE LAÏCITÉ



Attentat à Arras : entre sidération et colère, des professeurs témoignent avant le retour en classe

Vendredi 13 octobre, Dominique Bernard, enseignant de français, est tué lors d'une attaque terroriste par un élève à Arras. Selon la vidéo de la scène, l'assaillant cherchait un professeur de géographie. Trois ans après l'assassinat de Samuel Paty, deux enseignantes de l'académie de Poitiers témoignent de l'effroi ressenti ce jour-là et comment elles vont accompagner leurs élèves ce lundi matin.

(...)

À cela s'ajoute pour les professionnelles le symbole que représente l'attaque de l'École. Christine s'interroge : "La République et la laïcité aussi sont aussi touchées. Aujourd'hui comment on détecte un élève sous influence ? La radicalisation est sournoise et il va falloir aussi expliquer à nos élèves qu'il ne faut pas associer l'Étranger à la cause de tous nos maux."

(...)

Aline n'était pas censée être en classe lundi. Mais elle viendra prendre ce temps avec ses élèves de terminale : "Je vais partir de leurs questions. Puis, on va revenir sur les notions de fanatisme, de liberté d'expression, le principe de laïcité. Ce temps, on ne l'a pas eu pour Samuel Paty."

[Voir la vidéo](#)



SAMUEL PATY



La sœur de Samuel Paty fustige les renoncements de l'État devant les sénateurs

Mickaëlle Paty, qui a porté plainte contre les manquements de l'Etat après l'assassinat de son frère le 16 octobre 2020, a eu des mots durs envers l'éducation nationale qu'elle accuse de « lâcheté ».

« Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :

Article issu du quotidien,
Le Monde, le 17 octobre 2023

"Mickaëlle Paty, qui a déposé une plainte avec constitution de partie civile sur les manquements de l'État ayant précédé l'assassinat de son frère – une enquête judiciaire est en cours –, a également pourfendu des pouvoirs publics qui, « au nom de la préservation de l'ordre public, ont privilégié la préservation de la paix religieuse ». Une attitude qu'elle a qualifiée de « pas-de-vaguisme » et de « culture de l'alibi soit religieux, soit ethnique ».

Dans cette litanie de reproches, elle n'a pas oublié la plate-forme Pharos de surveillance des réseaux sociaux, sous-dotée, ainsi que les GAFAM, qui ont mis trois semaines à supprimer la vidéo de dénonciation de son frère par un parent d'élève ayant conduit à son ciblage fatal par un jeune djihadiste d'origine tchétchène.

Pour elle, « si ça [la mort de Samuel Paty] avait servi à quelque chose, peut-être que Dominique Bernard serait encore là ». « Les mesures n'ont pas été prises pour comprendre et combattre l'entrisme islamique », a-t-elle regretté. Seule lueur d'espoir, pour Mickaëlle Paty, dans ce sombre tableau : elle a salué l'interdiction générale de l'abaya (robes longues de tradition moyen-orientale, portées par-dessus d'autres vêtements) et du qamis (tuniques longues pour les hommes) par Gabriel Attal, l'actuel titulaire du portefeuille, ainsi que sa volonté de donner des « cours d'empathie »."

[Lire la suite](#)



La sœur de Samuel Paty : « Si la mort de mon frère avait servi, Dominique Bernard serait encore là | Douai.maville.com

Quatre jours après un nouvel attentat visant un professeur à Arras, la commission d'enquête du Sénat sur les menaces et agressions contre les enseignants a auditionné Mickaëlle Paty ce mardi 17 octobre. La sœur de Samuel Paty, assassiné en 2020, avait sollicité les sénateurs, fin mai, pour « sortir du doute sur les défaillances de l'État » dans le cadre de l'attentat de Conflans-Sainte-Honorine.

« Si la mort de mon frère avait servi à quelque chose, Dominique Bernard serait encore là », a lancé Mickaëlle Paty. Ce mardi 17 octobre, devant des sénateurs, elle a estimé que les mesures de protection à l'Éducation nationale « n'ont pas du tout été prises » depuis l'assassinat de son aîné, Samuel Paty, le 16 octobre 2020 à la sortie de son collège de Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines).

[Lire la suite](#)



Trois ans après, la vie sans Samuel Paty

Le 16 octobre 2020, ce professeur de 47 ans était assassiné après une campagne de propagande islamiste. Alors que l'heure des procès approche, les collègues et les anciens élèves de « Monsieur Paty » se confient dans un documentaire poignant, diffusé quelques jours après qu'un autre enseignant a été tué vendredi à Arras.

« Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :
**Article issu de l'hebdomadaire,
L'Obs, le 16 octobre 2023**

"Mort de Samuel Paty : « Quand un collègue m'a dit qu'on avait tué un prof à Conflans, j'ai pensé : "On y est" »

Il faut dire que les faits sont gravissimes. Les investigations de la justice ont confirmé l'effroyable engrenage ayant mené à l'assassinat de Samuel Paty : pour quelques billets de 10 euros distribués à la volée par le tueur Abdoullakh Anzorov, des garçons ont désigné le professeur à la sortie des cours. Ils semblaient galvanisés par la rumeur lancée sur les réseaux sociaux par le père d'une élève qui accusait Samuel Paty, non pas d'avoir mené un exposé sur la laïcité à l'appui des caricatures de « Charlie Hebdo », mais d'avoir exclu les élèves musulmans et montré des images du Prophète nu. D'autres élèves avaient bien averti la petite bande : la rumeur était fausse, l'élève dont le père se répandait partout n'était même pas en classe ce jour-là. Mais la frénésie malfaisante l'a emporté. Six collégiens seront ainsi jugés à partir du 27 novembre prochain devant le tribunal des enfants de Paris. Le procès du père de famille et du prédicateur accusé d'avoir amplifié les messages sur les réseaux sociaux aura, pour sa part, lieu en 2024."

[Lire la suite](#)



Hommages perturbés : Gabriel Attal annonce que "183 élèves exclus" ne feront pas leur rentrée le 6 novembre

Invité sur BFMTV, ce dimanche, Gabriel Attal, le ministre de l'Education, est revenu sur les perturbations recensées pendant l'hommage à Dominique Bernard et à Samuel Paty, le 16 octobre.

Le 6 novembre, "183 élèves exclus" ne feront pas leur rentrée, après avoir "perturbé ou contesté" l'hommage rendu aux professeurs Dominique Bernard et Samuel Paty qui s'est tenu dans tous les établissements de France, lundi 16 octobre, a déclaré Gabriel Attal, ce dimanche 22 octobre, dans l'émission "C'est pas tous les jours dimanche".

[Voir la vidéo](#)





Dominique Schnapper : « On peut critiquer la politique israélienne, mais le terrorisme est d'un autre ordre »

Après le meurtre de Dominique Bernard, la spécialiste de la citoyenneté et de la condition juive alerte sur la nécessité de protéger la démocratie, cible du terrorisme islamiste à Arras ou Bruxelles comme en Israël.

« Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :

Article issu du quotidien,
Libération, le 17 octobre 2023

"Les événements en Israël ne peuvent être compris qu'à partir d'une double interprétation. D'une part, il y a le conflit de la Palestine depuis plus d'un siècle, et les passions des peuples qui ont rendu impossible un accord. Les porte-parole des Palestiniens ont toujours soumis tout accord à des conditions impossibles à accepter par Israël, alimentant un antijudaïsme exacerbé, à la fois anti-Israël et antisémite. De son côté, la politique récente d'Israël est «imbécile», comme l'a justement qualifiée Elie Barnavi. C'est le problème qu'on peut appeler «local». D'autre part, il existe le projet mondial de l'islamisme. Le Hamas en est l'instrument à Gaza, et son action n'est pas motivée par la défense de la cause palestinienne, il l'utilise. Il tient les Palestiniens en otage et mobilise le malheur né du conflit entre ces deux peuples. Pour ce faire, il pratique les méthodes propres aux terroristes, d'Al-Qaeda ou de l'État islamique.

En France, les islamistes s'attaquent au cœur de la République, à savoir l'École, le lieu de la formation des citoyens et de la liberté. Dans d'autres pays, en Afrique par exemple, ils adaptent leur action mais ont toujours ce projet de retour à la destruction du monde démocratique. Peut-on mettre sur le même plan les crimes du Hamas et ceux attribués à Israël, comme le font des personnalités pacifistes comme Elias Sanbar ? On peut critiquer la politique israélienne, comme le fait la moitié des citoyens d'Israël. Une armée d'occupation, même démocratique, reste une armée d'occupation et elle ne peut que susciter l'humiliation et la haine. Mais le terrorisme est encore d'un autre ordre. Le Hamas a tendu un piège redoutable à Israël. Il faut détruire un Hamas mais qui s'est volontairement mêlé à la population et aux otages, de sorte qu'une intervention militaire de l'armée israélienne fera inévitablement des victimes civiles. La solidarité avec Israël née des massacres des innocents risque de s'affaiblir. Même si, cela va de soi, un mort est toujours un mort, il reste une différence fondamentale. Les terroristes ont délibérément utilisé ces massacres d'innocents comme l'instrument de leur action. Cela n'a pas la même signification."

[Lire la suite](#)





L'esprit de défense des professeurs du lycée Marie-Curie de Sceaux

Après l'assassinat de Dominique Bernard à Arras, une affaire pleine de rebondissements s'est déroulée dans ce lycée des Hauts-de-Seine.

C'est le journal *Le Parisien* qui s'est fait l'écho de cette affaire dont je m'en vais tout vous raconter. Devant les portes du Lycée Marie-Curie, à Sceaux, une exposition avait été installée. Elle retraçait la vie de l'établissement pendant la Seconde Guerre mondiale à travers les figures de deux femmes. La première, Suzanne Forfer, qui continua de diriger l'établissement, contre vents et marées, et notamment quand les locaux furent occupés par l'armée de l'air allemande. La seconde, Alice Pick, professeur de mathématiques, fut déçue de sa fonction lors de l'instauration du statut des Juifs, mais pu néanmoins échapper à l'arrestation et à la déportation.

(...)

Mais c'était sans compter la rébellion des profs. Certains pointaient que c'était-là renier les valeurs républicaines. Une enseignante témoignait dans le *Parisien* : « je ne comprends pas comment une exposition qui met en avant des faits historiques puisse être considérée comme une provocation. Notre métier est de lutter contre l'obscurantisme ; là, c'est lui donner raison. »

[Écouter la suite](#)



Pour toute information supplémentaire le site de l'ADFP

Scoop.it!

Réalisé avec Scoop.it